

RESUME GENERAL

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

Le but de l'évaluation de l'acquis communautaire concernant la commercialisation des semences et des matériels de multiplication des plants est d'établir objectivement à quel point la législation a atteint ses objectifs initiaux, et d'identifier ses avantages et ses inconvénients, ainsi que sa capacité à faire face aux nouveaux problèmes éventuels qui menacent ce secteur. Elle vise également à analyser la cohérence de l'intervention avec d'autres interventions connexes, et avec l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et d'autres normes internationales, ainsi qu'à évaluer la pertinence et l'utilité de l'intervention.

Dans la mesure où l'évaluation est placée dans le contexte général de l'initiative « Mieux légiférer » de la Communauté, elle devrait identifier les problèmes et besoins actuels ainsi que ceux qui pourraient se présenter. Elle devrait suggérer des objectifs possibles que la Communauté devrait poursuivre afin de répondre aux problèmes et aux besoins identifiés, ainsi que des options réalistes afin d'atteindre les objectifs proposés.

Ainsi, elle a considéré les impacts sociaux, environnementaux et économiques de chacune de ces options, mais a également examiné leur faisabilité, le niveau de soutien des acteurs et les avantages et inconvénients de ces options. Les concepts de simplification et de réduction de la charge administrative pour les pouvoirs publics et les acteurs du secteur privé devraient influencer l'analyse des options appropriées.

Cette évaluation a été préparée entre décembre 2007 et août 2008 par une équipe du consortium d'évaluation de la chaîne alimentaire (FCEC) dirigée par Arcadia International. Elle a été conduite sous la direction d'un comité directeur de la DG SANCO composé de représentants de différents services de la Commission et d'États membres.

Pour aborder le large éventail de points exposés dans le mandat, l'équipe du FCEC a entrepris une consultation importante des acteurs incluant une grande enquête qualitative (280 questionnaires renvoyés), une étude de coûts (38 questionnaires renvoyés) et une série de 55 entrevues. L'un des défis clés de l'évaluation a été pour l'équipe d'évaluation de comprendre l'immense gamme d'aspects techniques, administratifs et politiques complexes qui sont englobés dans cette législation communautaire.

Dès le début du processus, la motivation des acteurs pour participer à cette évaluation était extrêmement élevée, ce qui a été illustré par le taux de retour très élevé pour les deux questionnaires.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE LA PERFORMANCE PASSÉE/ACTUELLE DE LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE SUR LA COMMERCIALISATION DES SEMENCES ET DES MATÉRIELS DE MULTIPLICATION DES PLANTS (S&MM)

Besoins et bilans initiaux

La législation communautaire sur la commercialisation des semences et des matériels de multiplication des plants, qui date des années 1960, est basée sur deux grands piliers, à savoir l'enregistrement de la variété/du matériel et la certification des S&MM. Elle est composée de 12 directives basiques du Conseil et s'articule autour d'une directive horizontale concernant le catalogue commun des variétés d'espèces agricoles et de 11 directives verticales de commercialisation, parmi lesquelles 6 directives relatives aux semences (pour les semences de plantes fourragères, les semences de céréales, les

semences de betteraves, les plants de pommes de terre, les semences de plantes oléagineuses et à fibre et les semences de légumes), 4 directives concernant les matériels de multiplication des plants (des matériels de multiplication de la vigne, matériels de multiplication des fruits, légumes autres que les semences et les plantes ornementales) et 1 directive concernant les matériels forestiers de reproduction.

Parmi les 12 directives initiales, 9 ont été actualisées et modifiées fréquemment mais pas substantiellement. Les principes de base n'ont pas changé et la logique d'intervention n'a pas été modifiée. Dans le cadre de l'exercice SLIM (simplifier la législation relative au marché intérieur), deux directives (concernant les plantes ornementales en 1998 et concernant les matériels forestiers de reproduction en 1999) ont été totalement reformulées. La directive concernant la vigne a été modifiée en 2001 pour davantage de clarté et de transparence.

Les objectifs lors du développement de la législation communautaire concernant les S&MM étaient d'améliorer la productivité de l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire dans l'UE, d'améliorer la compétitivité des secteurs connexes et de contribuer à l'harmonisation de la législation au niveau communautaire pour avoir des marchés plus ouverts.

La plupart des acteurs considèrent que la législation communautaire concernant les S&MM a été efficace pour atteindre ces objectifs et que la libre commercialisation des S&MM est observée dans l'UE. Pour eux, cette législation communautaire reste utile.

La mise en œuvre de la législation communautaire a un profil assez unique dans le secteur agroalimentaire, voire au-delà, dans le domaine des sciences du vivant. Alors que pour l'enregistrement des produits phytopharmaceutiques, des produits pharmaceutiques, des engrais, et des machines, il incombe au demandeur de présenter le progiciel de données pour l'évaluation par les autorités, dans le secteur des S&MM, les données sont produites par les autorités officielles. Les acteurs qui ont été interviewés sont attachés à cette approche et considèrent que le rôle des autorités officielles (au niveau communautaire ou au niveau national) est essentiel pour garantir l'égalité d'accès à tous les acteurs de l'UE (incluant les petites et moyennes entreprises (PME)) sur le marché intérieur des S&MM.

Concernant les dispositions communautaires pour l'enregistrement, tant la VCU (la valeur culturelle et d'utilisation) que le DHS (distinction, homogénéité, stabilité) sont en grande partie considérés comme des outils essentiels et robustes pour l'agriculture conventionnelle. Les essais de VCU permettent d'évaluer les performances agronomiques des variétés et d'interdire la commercialisation des variétés qui ne sont pas suffisamment performantes tandis que le DHS établit l'identité des produits pour permettre la certification des semences et le contrôle du commerce des semences.

Les dispositions communautaires de VCU existent seulement pour les espèces de plantes agricoles, même si certaines prescriptions de VCU pour la culture (l'adaptation à certaines conditions, le comportement contre certaines maladies, etc.) et l'utilisation (caractéristiques fournissant des informations pour le traitement, etc.) sont incluses dans les protocoles de DHS pour les légumes. En outre, les secteurs des légumes ont établi leurs propres systèmes efficaces, où de nouvelles variétés sont évaluées en collaboration étroite avec les utilisateurs. Par ailleurs, une référence à l'évaluation de la valeur pomologique apparaît dans la nouvelle directive concernant les plantes fruitières. L'enquête qualitative a montré que, de manière générale, les acteurs ne souhaitent pas voir de changement de ces systèmes efficaces et bien établis.

Les catalogues communs des variétés des espèces agricoles et horticoles sont perçus comme un outil puissant par les opérateurs privés (et en particulier par les PME) pour faciliter la commercialisation des S&MM; c'est-à-dire que dès qu'une variété est inscrite dans un catalogue national, elle sera inscrite dans le catalogue commun et devient commercialisable dans l'ensemble de la Communauté. Néanmoins, pour les secteurs de la culture n'ayant pas de catalogue commun, aucun problème important de marché intérieur n'a été signalé.

Concernant les dispositions communautaires pour la certification, il est généralement convenu qu'elles ont établi des règles et des pratiques d'exploitation qui ont aidé l'industrie européenne classique des semences à devenir un leader mondial du marché, produisant des S&MM de haute qualité. La certification officielle augmente la confiance des agriculteurs/acheteurs dans la qualité lors de l'achat de S&MM.

Les utilisateurs ont également mis en lumière le rôle important des dispositions de certification en tant que levier politique possible pour l'UE, qui pourrait être utilisé pour mettre en œuvre d'autres législations (par exemple les Organismes génétiquement modifiés (OGM)).

Une grande majorité de ceux qui ont répondu à l'enquête considèrent que les normes utilisées pour la certification sont entièrement appropriées, à l'exception des normes pour les plantes fruitières. La directive nouvellement adoptée concernant les plantes fruitières vise à régler ce problème.

En général, les règles de l'UE sont conformes aux normes et lignes directrices internationales (OCDE), à l'exception des règles de l'UE concernant les plants de pommes de terre qui sont moins rigoureuses pour la certification que les normes de la CEE-NU (Nations unies – Commission économique pour l'Europe).

Les résultats de l'enquête indiquent que la majorité des acteurs considèrent les essais comparatifs comme entièrement appropriés pour assurer l'harmonisation des pratiques d'inspection. Actuellement, ces essais et tests comparatifs ne sont plus effectués par la DG SANCO pour des raisons administratives.

De façon générale, les coûts liés à la mise en œuvre de la législation communautaire sont considérés comme raisonnables et proportionnés, notamment en ce qui concerne les coûts de certification.

Dans la mesure où les S&MM actuellement produits dans l'UE sont de haute qualité, la question de la réduction des coûts de certification prend de l'importance. En effet, pour autant que la législation communautaire le permet, certains États membres ont pris des initiatives pour rendre le processus plus efficace, réduisant ainsi les coûts et la charge administrative. Par exemple, plusieurs États membres comme la France et le Royaume-Uni ont établi la certification « sous contrôle officiel ». Les Pays-Bas et le Danemark ont fusionné les organismes de certification et les organismes de contrôles phytosanitaires en adoptant une approche spécifique pour chaque culture.

Un groupe de travail (GT), limité à quelques experts des États membres et à des représentants de la Commission, a été créé en 2006 pour analyser l'extension possible du rôle et des activités de l'office communautaire des variétés végétales (OCVV), qui aujourd'hui, selon la législation communautaire actuelle, a une responsabilité unique pour la protection des obtentions végétales (PVR). Jusqu'à présent, la discussion du GT a abouti à 1) une proposition de vérification centralisée de la dénomination de la variété en utilisant la base de données actuelle de l'OCVV pour un enregistrement national, un enregistrement communautaire, la protection nationale des obtentions végétales et la protection communautaire des obtentions végétales ainsi que 2) cinq options pour un rôle possible de l'OCVV dans la gestion des catalogues communs et dans les listages nationaux. Parmi ces 5 options, le GT était clairement en faveur de l'approche « *une clé – plusieurs portes* », c'est-à-dire l'adoption et la vérification par l'OCVV des critères de qualité pour les essais de DHS non seulement concernant le système communautaire de PVR mais également ou éventuellement par rapport au PVR national ou aux systèmes de listage. Néanmoins, aucune position commune n'a été arrêtée parmi les membres du GT en ce qui concerne un rôle de gestion ou d'organisation de l'OCVV au sujet des essais de DHS à réaliser pour l'enregistrement national et la protection des obtentions végétales. Ils considèrent que ces rôles pourraient avoir un effet à long terme après la mise en œuvre de l'approche « *une clé – plusieurs portes* ».

Problèmes restants ou incohérences et émergence de nouveaux besoins

L'environnement dans lequel opère la législation communautaire a complètement changé en moins de 30 ans. Le secteur des S&MM opère dans un contexte international toujours croissant et en constante évolution, où la mondialisation, le développement de la biotechnologie des plantes et les nouvelles demandes des consommateurs, par exemple en matière de nourriture biologique, jouent un rôle important. Un secteur concurrentiel des S&MM avec beaucoup d'acteurs, principalement des petites et moyennes entreprises, a établi, dans la plupart des cultures, des secteurs qui sont en constante évolution et qui ont créé de grandes segmentations entre les cultures et leurs acteurs.

Malgré les très bons résultats de la législation communautaire des S&MM, l'examen des 12 directives et les entrevues ont mis en exergue la complexité de cette législation, qui est un mélange de dispositions législatives et techniques, ainsi que son manque de flexibilité pour s'adapter rapidement à un environnement de marché en évolution.

La gouvernance actuelle de la législation communautaire, utilisant principalement l'instrument des directives qui doivent être transposées dans la législation nationale, les nombreux éléments techniques qui peuvent être modifiés uniquement au niveau du Conseil et les discussions sur les questions techniques et juridiques au cours des réunions des trois Comités permanents sur les S&MM, sont autant de facteurs qui rendent les décisions longues et difficiles à approuver.

De façon générale, la complexité actuelle de la législation communautaire reflète la complexité des secteurs de S&MM, ce qui n'est pas prêt de changer.

En outre, la mise en œuvre non-harmonisée de certaines dispositions communautaires, l'existence de mesures nationales supplémentaires de mise en œuvre, le cadre non-harmonisé pour les coûts et le partage de responsabilité ainsi que le manque de circuits organisés pour l'échange d'informations entre les États membres ont mené à une situation où tout le monde ne part pas sur le même pied d'égalité.

Par exemple, dans la mesure où les dispositions de VCU ne sont pas définies en détail dans la législation communautaire, il y a autant de systèmes officiels que d'États membres pour l'évaluation de la VCU d'une variété. La disposition selon laquelle toute variété peut être librement commercialisée dans l'ensemble de la Communauté si elle est enregistrée dans un catalogue national et transférée ensuite dans un catalogue commun crée un système de « 27 clés de VCU – une porte ». En soi, un cultivateur peut enregistrer sa variété dans le catalogue national d'un État membre « X » pour obtenir le droit, via le catalogue commun, d'accéder au marché d'un État membre « Y ». Cette situation soulève la question de la pertinence des dispositions de l'UE en matière de VCU notamment en tant que condition préalable à l'admission d'une variété dans le catalogue commun. Elle a également mis les systèmes nationaux d'enregistrement en concurrence pour maintenir leur activité.

Par ailleurs, la pertinence des indicateurs d'efficacité en matière de VCU peut être remise en cause dans la mesure où plusieurs secteurs de culture où la VCU n'est pas obligatoire et où plusieurs pays tiers n'ayant pas d'essais réglementaires sont considérés comme étant aussi concurrentiels que les secteurs de culture réglementés en matière de VCU.

La mise en œuvre des dispositions de DHS a également engendré des différences entre les États membres en ce qui concerne la taille de la collection de référence, les protocoles d'examen technique ou l'analyse des données, comme cela est illustré par les différentes caractéristiques des systèmes nationaux pour les essais de DHS du colza d'hiver influençant le choix de l'État membre pour l'enregistrement des variétés.

Les acteurs actifs dans les cultures de moindre importance et les marchés émergents considèrent que les coûts actuels d'enregistrement et de certification des variétés pour le test des semences de variétés spécifiques, par exemple les races primitives, les populations ou les variétés pour l'agriculture biologique, sont trop élevés et non proportionnés par rapport à la taille du marché.

Les associations d'utilisateurs et de fournisseurs insistent sur la nécessité d'améliorer le contenu, l'accessibilité, l'utilisation et la gestion des catalogues communs des variétés des espèces agricoles et horticoles ; en ajoutant des informations sur les origines ou les paramètres définis d'intérêt pour les utilisateurs; en organisant mieux les données, par exemple dans un format de base de données prévoyant des outils de recherche ou rendant la base accessible à toutes les parties autorisées via Internet. En outre, l'élimination de l'obligation de publier toute variété nationale nouvellement enregistrée dans le Journal officiel des Communautés européennes réduirait le délai pour son inclusion dans le Catalogue commun et la rendrait commercialisable dans l'ensemble de l'UE dès que l'État membre la notifie.

Les résultats de l'enquête indiquent que la productivité est toujours un moteur important mais que d'autres moteurs ont émergé, notamment la qualité satisfaisante des S&MM, l'aspect phytosanitaire, les aspects de durabilité de la production agricole, les informations pour les utilisateurs (notamment en ce qui concerne les matériels forestiers de reproduction qui ont un retour sur investissement à long terme), la sécurité alimentaire et la diversité des variétés.

En ce qui concerne la « sécurité alimentaire », l'exemple dans la législation européenne sur les contaminants dans les produits alimentaires (le règlement de la Commission CE n° 401/2006), où les niveaux maximaux des mycotoxines dans les produits alimentaires sont réglementés, démontre l'utilité de considérer l'obtention végétale comme un outil de la stratégie sur la santé publique et le potentiel pour intégrer ce type de critères pour l'enregistrement des variétés. De manière plus générale, le FCEC considère qu'il serait utile d'élargir cette considération à l'analyse de la nécessité d'utiliser la législation sur les semences (l'obtention végétale) comme une composante de la sécurité alimentaire, de la stratégie sur la santé publique et de la protection de l'environnement.

Les importations et les utilisations illégales des S&MM, bien que non quantifiées, sont perçues comme une menace réelle pour les secteurs de S&MM, et pourraient être dues au moins en partie à une définition non suffisamment précise et claire de la « commercialisation ».

La majorité des acteurs consultés demandent l'établissement d'un seuil minimal pour la présence fortuite d'organismes génétiquement modifiés dans les semences non génétiquement modifiées pour résoudre le problème de la tolérance zéro qui est fixé par la législation actuelle.

L'établissement d'un véritable marché intérieur pour les semences traitées a également été présenté comme une obligation clé. Une nouvelle proposition de règlement sur les produits phytopharmaceutiques qui doit être adoptée en 2009 aborde cette question et devrait garantir la libre circulation des semences traitées.

Enfin, l'agriculture doit s'adapter aux nouvelles demandes des consommateurs, par exemple par rapport à l'alimentation biologique ou l'intégration de l'agriculture dans la chaîne alimentaire. La législation communautaire devrait considérer et répondre à ces évolutions d'une façon flexible ou proactive afin d'assurer le développement de ces marchés émergents.

SCENARIOS POUR L'AVENIR

Trois scénarios ont été examinés : Scénario 1 : Scénario de « statu quo », scénario 2 : « Supprimer » et scénario 3 : « Modifier ».

Dans le scénario de « statu quo », la structure et les dispositions de la législation communautaire ne seront aucunement modifiées. Ce scénario assure la continuation sans modifier les dispositions actuelles. Les difficultés résumées ci-dessus persistent.

Bien que la législation communautaire concernant les S&MM ait réalisé de bons résultats, le scénario de « statu quo » n'est pas conseillé parce qu'il n'est pas conforme avec l'initiative « Mieux légiférer » et

parce que la majorité des acteurs ont exprimé leur désir de voir la législation concernant les S&MM maintenue au niveau communautaire mais qu'il fallait l'adapter, comme l'illustre une série d'initiatives déjà prises à cet effet au niveau communautaire ou au niveau des États membres (le groupe de travail de la Commission sur l'extension possible du rôle de l'OCVV, la consultation de DEFRA (le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales - RU) sur les possibilités pour « Mieux légiférer », la promotion de la certification « sous contrôle officiel » dans plusieurs États membres, l'intégration de l'aspect phytosanitaire et des services d'inspection des semences dans certains États membres, etc.).

Dans le scénario « Supprimer », les dispositions communautaires actuelles pour l'enregistrement et la commercialisation des S&MM sont supprimées. Il appartient alors aux États membres de décider s'ils maintiennent les réglementations de mise en œuvre élaborées au niveau national pour le listage national et la certification ou si cela doit être autorégulé par les marchés. Les résultats de l'enquête ont clairement indiqué que la grande majorité des acteurs ne soutiennent pas ce scénario. L'élimination de la législation communautaire mènerait à différentes approches réglementaires au niveau des États membres avec la possibilité de menacer le principe du marché intérieur et d'aboutir à un manque de transparence des marchés communautaires. Sous l'autorégulation, l'industrie serait plus concurrentielle en termes de qualité du produit, de prix et du choix du consommateur avec un risque de réduction de la qualité du produit qui provoquerait une réduction de la confiance des consommateurs dans les produits de S&MM.

Les résultats de la consultation des acteurs soutiennent le scénario « Modifier ». En termes de stratégie, l'évaluation a mis en lumière la nécessité de se diriger vers une politique qui se concentre davantage sur les spécificités des secteurs de la culture en prenant en considération la segmentation des produits alimentaires et des autres marchés. Cela peut être réalisé via une simplification de la législation communautaire actuelle en ajoutant des objectifs supplémentaires comme l'introduction de l'adaptabilité dans le cadre réglementaire afin de répondre aux besoins spécifiques des différents secteurs dans un environnement qui évolue rapidement et l'ajustement des coûts en fonction de la taille des marchés ciblés.

Pour les raisons décrites ci-dessus, le scénario « Modifier » est préféré.

OBJECTIFS POSSIBLES DU SCENARIO « MODIFIER » ET OPTIONS POUR LES RÉALISER

Objectif: simplifier la législation communautaire actuelle

Deux options sont examinées pour réviser et simplifier la législation communautaire :

- La première option consiste à réviser le texte législatif de chaque directive afin d'enlever les incohérences, les divergences et les lacunes, et à clarifier la signification des définitions clés (par exemple la commercialisation, l'usage industriel, etc.) et ainsi, à améliorer la lisibilité, la cohérence et la compréhensibilité. Le FCEC considère que cette option est utile à court terme et facile à mettre en œuvre. Elle serait prioritairement appliquée aux anciennes directives. Elle facilitera la gestion opérationnelle et la mise en œuvre de la législation communautaire sans changer sa logique d'intervention et sans engendrer beaucoup de flexibilité. L'équipe du FCEC considère que cette approche est utile à court terme mais qu'elle ne facilitera pas la flexibilité à long terme de la législation.
- La deuxième option, qui inclut les principaux points de l'option précédente, remplace la structure actuelle de la législation communautaire par une structure distinguant les piliers « enregistrement » et « commercialisation » et s'éloignant des aspects techniques des dispositions juridiques plus horizontales.

Selon cette structure, une première législation- cadre horizontale (appelée « enregistrement ») établirait les normes générales pour l'enregistrement des variétés de semences et des matériels de multiplication des plants basés sur les obligations adaptées en matière de VCU, l'identification des variétés basée sur le DHS ainsi que sur la dénomination des variétés et sur le catalogue commun. Ses dispositions devraient être compatibles avec le système communautaire sur la protection des variétés de végétaux. Le FCEC estime qu'il est important de définir des règles harmonisées et, par conséquent, recommande une réglementation en tant qu'instrument juridique.

La deuxième partie présenterait les exigences légales pour « commercialiser » les S&MM et devrait comporter les dispositions générales par rapport à la certification. Ses dispositions devraient être compatibles avec les systèmes de certification internationalement reconnus. À cette législation horizontale s'ajoutera différentes annexes techniques jointes en annexe par espèce ou groupes d'espèces et leur utilisation, par exemple dans le cas des espèces de betteraves, une pour la betterave sucrière et une autre pour les betteraves fourragères, où des normes minimales pour la commercialisation devraient être définies. Cette segmentation par destination pour une espèce donnée devrait être mise en œuvre uniquement lorsque la segmentation n'est pas contestable et lorsqu'une variété ne peut pas être utilisée à plusieurs fins, ou lorsqu'une variété ne peut pas être commercialisée pour 2 usages différents.

Cette proposition consiste à réviser la logique d'intervention de la législation communautaire concernant les S&MM. Le FCEC considère qu'il s'agit d'une option facile à mettre en œuvre et utile à long terme, qui nécessite davantage de consultation et de discussion.

Dans la mesure du possible, la séparation entre les dispositions juridiques et techniques devrait être complétée par une séparation entre les discussions juridiques et techniques. Le FCEC considère qu'il s'agit d'une option à court terme et partiellement facile à mettre en œuvre.

Dans les deux approches, une attention particulière devrait être accordée à la révision de certains éléments de base de la législation communautaire tels que les définitions, les critères d'utilisation, la liste des espèces/cultures à couvrir par la législation, les principes d'usage industriel et de « non destiné à des fins forestières ».

Objectif: introduire la flexibilité dans le cadre réglementaire

Pour introduire davantage de flexibilité dans le cadre réglementaire, les options possibles sont :

- Rendre plus flexibles les règles officielles pour l'uniformité d'une variété, afin de permettre l'enregistrement des variétés non uniformes, par exemple les variétés de conservation, à des coûts proportionnés par rapport aux marchés spécialisés qu'elles visent. Ainsi, il serait important de développer également un système de traçabilité avec des indications sur l'origine de la variété commercialisée, des variétés utilisées pour l'obtention ainsi que des méthodes d'obtention spécifiques employées, et il serait important d'informer l'utilisateur en conséquence ;
- Faire évoluer les règles de VCU pour s'adapter à tout type d'agriculture (à savoir les variétés développées pour des usages spécifiques) et tester les variétés développées par de nouvelles technologies. La consultation des acteurs a mis en lumière leur peur de modifier les dispositions européennes actuelles de VCU. Le FCEC considère qu'il serait approprié de réaliser une évaluation d'impact sur les effets au niveau national de tout changement dans les dispositions européennes de VCU. Il faudrait également analyser attentivement le cas du Canada, où les autorités et les obtenteurs ont envisagé de réviser leur système de VCU avec un système plus flexible adapté à chaque culture ;
- Adapter les prescriptions pour la commercialisation des semences aux catégories définies, à savoir plusieurs catégories par espèces comme cela a été fait pour le matériel de reproduction forestier et le matériel de multiplication des plants. Le FCEC considère cette option comme difficile à mettre

en œuvre et comme une option à long terme, en particulier dans un contexte où il est important de rester conforme avec les normes internationales.

Objectif: Réduire les différences entre les États membres en ce qui concerne la mise en œuvre de la législation communautaire et contribuer ainsi à la création d'un domaine où tout le monde se trouve sur le même pied d'égalité.

Les options possibles pour soutenir cet objectif sont :

- Promouvoir la coordination des tests de VCU, l'extension des accords bilatéraux ou l'établissement d'accords multilatéraux pour les tests de DHS. Selon le FCEC, cette option n'est pas facile à mettre en œuvre et n'est utile qu'à moyen terme ;
- Recommencer les essais comparatifs et les rendre plus pertinents en appliquant un suivi plus formel via le processus décisionnel et la supervision ;
- Vérifier régulièrement la mise en œuvre de la législation communautaire, notamment en ce qui concerne les dispositions pour la certification et le DHS. Le FCEC considère que cette option est utile à moyen terme et qu'elle n'est pas facile à mettre en œuvre car elle nécessite une expertise technique ;
- Concernant les plants de pommes de terre, aligner davantage les règles communautaires avec la norme internationale de la CEE-NU.

Objectif: Promouvoir les approches de réduction des coûts et introduire la flexibilité dans le système opérationnel.

Les approches possibles pour réduire les coûts et augmenter la flexibilité sont :

- Promouvoir l'intégration des programmes phytosanitaires et des programmes de certification en intégrant éventuellement la législation phytosanitaire et la législation communautaire concernant les S&MM. Le FCEC considère que cette option est partiellement facile à mettre en œuvre et utile à court terme ;
- Promouvoir la mise en œuvre de la certification « sous contrôle officiel ». Selon le FCEC, cette option est facile à mettre en œuvre et est une option à moyen terme ;
- Élargir la certification « sous contrôle officiel » de semences de base et de prébase et analyser d'autres secteurs où elle pourrait être élargie. Pour le FCEC, cette option est partiellement facile à mettre en œuvre et est une option à court terme ;
- Soutenir l'analyse morphologique de la variété avec des outils moléculaires, qui pourraient être utilisés indépendamment de la période de végétation, en particulier les marqueurs d'ADN. Cette option est partiellement facile à mettre en œuvre et est utile à moyen terme. Comme indiqué par certains acteurs, l'utilisation de ces nouvelles technologies pourrait mener à des contraintes très rigoureuses et être potentiellement plus discriminatoire que la « morphologie » de sorte que le FCEC considère qu'une analyse supplémentaire (l'analyse approfondie de la faisabilité et l'analyse coûts-bénéfices selon les cultures) est nécessaire pour prendre des décisions appropriées. Les outils moléculaires sont déjà utilisés pour distinguer les végétaux génétiquement modifiés et sont déjà utilisés par la plupart des obtenteurs (à l'instar de la sélection assistée par marqueurs).

Objectif: Assurer la cohérence à long terme avec les autres politiques communautaires, en particulier sur les OGM, les produits phytopharmaceutiques, les politiques phytosanitaires, la santé humaine/la sécurité alimentaire

Les options possibles pour mettre en œuvre cette recommandation sont :

- Intégrer la législation phytosanitaire et la législation concernant la certification des semences. Selon le FCEC, cette option n'est pas facile à mettre en œuvre et est utile à moyen terme ;
- Mentionner explicitement dans les dispositions de certification le contrôle des variétés génétiquement modifiées et la présence fortuite d'OGM dans les semences non génétiquement modifiées. Le FCEC considère que cette option est facile à mettre en œuvre et utile à court terme ;
- Mettre en œuvre dans la législation communautaire concernant les S&MM des dispositions menant à la réduction du risque des contaminants dans les produits alimentaires. Le FCEC considère que cette option est partiellement facile à mettre en œuvre et utile à moyen terme ;
- Identifier des liens supplémentaires entre la législation communautaire concernant les S&MM et la législation alimentaire. Pour le FCEC, cette option est difficile à mettre en œuvre et est utile à long terme ;
- Par ailleurs, l'attention devrait être portée sur la compatibilité avec la politique agricole commune incluant sa politique de développement rural, et la politique environnementale (par exemple, la biodiversité, le changement climatique). Selon le FCEC, cette option est facile à mettre en œuvre et utile à court terme.

Objectif: Finaliser la discussion actuelle sur l'extension du rôle de l'OCVV et identifier des synergies supplémentaires avec l'expertise de l'OCVV menant à des bénéfices significatifs pour les secteurs de S&MM.

Comme expliqué ci-dessus, les principales options actuellement examinées dans le cadre du groupe de travail de l'OCVV concernent la vérification de la dénomination des variétés par l'OCVV qui se base sur sa base de données centralisée ainsi que l'adoption et la vérification des exigences de qualité pour les tests de DHS par l'OCVV. Toute modification du rôle de l'OCVV nécessitera la mise en œuvre de changements législatifs. Alors que certains semblent relativement faciles à mettre en œuvre à court terme, les autres nécessitent davantage de discussion et d'analyse.

L'extension des discussions à d'autres possibilités pourrait ajouter davantage de valeur à l'approche, comme le principe « *une clé – plusieurs portes* » via lequel la même méthode de test pour le DHS serait mise en œuvre pour le listage et pour la protection des obtentions végétales.

Objectif: Renforcer les dispositions destinées à informer les utilisateurs

Cet objectif pourrait être réalisé en examinant les dispositions communautaires relatives aux :

- Documents des fournisseurs dans le secteur sylvicole, qui souffrent actuellement d'un manque d'harmonisation;
 - les petits emballages, qui sont perçus comme pas assez définis;
 - Informations contenues dans les catalogues communs.
-